



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°85 – vendredi 05 novembre 1999.

RESISTANCE...

Dans ce numéro

- 1- Peur du gouvernement américain
- 2- A propos de l'amendement Tobin
- 3- Faites de la résistance !
- 4- Une petite toile ?
- 5- Mexique ? Plus d'abonné au n° demandé...
- 6- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Peur du gouvernement américain

Des militants de la Défense des Droits de l'Homme, d'organisations populaires étrangères, et des militants anti-OMC se voient refuser l'entrée aux USA par l'administration Clinton.

La caravane d'information et de protestation contre l' OMC qui doit traverser les USA depuis New York jusqu'à Seattle, a été amputée de neufs de ses membres les plus importants grâce à une décision de l'administration Clinton. Une décision du Département d'État décidé à supprimer toute opposition anti-OMC est la base de cette action. Le mouvement PGA (People's Global Action), organisateur de la caravane, pense que les négociations de l'OMC à Seattle ouvriront la porte à une plus grande érosion des droits civiques, de la protection de l'environnement, de la santé, et contre les accidents du travail.

D'autre part les membres de la PGA déclarent que l'OMC est une organisation fondamentalement imparfaite et incompétente et qu'elle n'est pas amendable et doit par conséquent disparaître. C'est à cause de cette prise de position, et je la partage sans réserve, que les militantes et militants ont été interdits d'entrer aux États Unis "Terre de l'Homme Libre et Demeure du Brave", suivant l'imagerie habituelle de la propagande gouvernementale US.

Parmi les "exclus" M. Swakoti Gopal et six autres membres de l'organisation des Droits de l'Homme du Népal (comme c'est curieux, le Département d'État, Albright en tête, se montrent pourtant d'ardents défenseurs du Tibet

!). Aussi interdits d'entrer: Badrul Alum and Pradip Kumar Roy, directeur d'un mouvement du Bangladesh.

À signaler que M. Gopal a obtenu son diplôme d'avocat aux États Unis, enseigne le droit international et les droits de l'Homme au Népal. D'autre part sa candidature au visa d'entrée était appuyée par des organisations américaines (pour la garantie financière) et par des membres du Congrès à Washington (caution morale).

Malgré toutes ces qualifications, le gouvernement américain a refusé son entrée sur le territoire US. Le personnel de l'ambassade, n'a même pas daigné jeter un coup d'oeil sur les documents attestant des garanties morales et financières fournies. Il lui fut répondu qu'ils (les personnels de l'ambassade) n'avaient pas besoin de lire les documents en question et que son cas était déjà réglé, non sans auparavant soumettre M. Gopal à un interrogatoire provocateur mettant en doute son intégrité et celle de l'organisation des Droits de l'Homme du Népal.

Personnellement j'ai déjà subi ce genre d'interrogatoire au poste frontière de Détroit ou l'objectif du "jeu" consiste à provoquer et humilier pour obtenir une réaction et ainsi avoir, pour le représentant de l'autorité (un agent des douanes aux USA est tout-puissant), une raison de sévir.

Il y a environ deux semaines, Clinton avait déclaré, tout fringant, que les protestations de masses, aux USA, en préparation contre le Cycle du Millénaire, ne l'inquiétaient pas et que "c'était normal dans un pays démocratique". On



attac

comprend aujourd'hui pourquoi, tous les efforts sont faits pour étouffer les protestations.

Des militantes et militants de l'Inde, d'Angleterre, d'Israël, de Bolivie, d'Allemagne et du Panama sont déjà sur place pour commencer la caravane. Parmi eux M. Sanjay Mangola représentant d'un mouvement de résistance contre un projet de barrage dans la vallée de Narmada en Inde. Il y a quelques jours, des militants londoniens ont construit une grande roue à sièges (comme dans les parcs d'amusement) Pour attirer l'attention du public et mettre en relief le rôle des multinationales de la Banque Mondiale et des gouvernements occidentaux dans des projets tels que la construction du barrage de Narmada.

Le gouvernement US a peur de la résistance globale et essaie de contre-attaquer en refusant les visas, Et ça c'est le pays qui nous bassine les ouïes avec des mots comme Freedom et Democracy, il est temps de les prendre au mot.

Greta van den Bempt greta@attac.org
Correspondante à Porto Alegre pour Le Grain de sable

A propos de l'amendement Tobin

Frustration, colère, dépit, suspicion, ressentiment. Tous les membres d'Attac ont éprouvé, à des degrés divers, cette gamme d'émotions après la " nuit Tobin " de l'Assemblée nationale (Voir Le Courriel n°82). Il est vrai que, ramenée à sa seule dimension événementielle et à ses résultats concrets, elle a de quoi décevoir ; faible assistance, faible mobilisation, vote éparpillé. Peut mieux faire, sans aucun doute. Faut-il pourtant en rester à cette triste analyse ? Certainement pas.

Prenons d'abord bien en compte la mobilisation gouvernementale contre notre amendement ; elle donne la mesure de l'enjeu et de la crispation à laquelle il a donné lieu.

Le gouvernement a ainsi répandu le bruit que l'amendement ne passerait pas au vote cette nuit afin de démobiliser les députés. Nombre d'entre eux avaient par ailleurs reçu l'amical conseil diplomatique de s'occuper davantage de leur circonscription. Ce qu'en bon français on qualifie de pression. Chaque député n'étant pas forcément dessiné pour résister à ce genre de pression.

Par ailleurs, le groupe socialiste a, cette nuit-là, distribué ses délégations aux quatorze députés socialistes présents, à l'exception des députés

Attac, privés, eux, de toute délégation. Procédure qui a bien évidemment pesé sur le résultat final.

On peut évidemment regretter le faible nombre de présents, mais voyons quel rapport de forces il exprime, et n'oublions pas de féliciter les présents. Majoritaire dans l'opinion publique, la taxe Tobin est minoritaire parmi les parlementaires, sans parler du gouvernement. Une présence massive de " nos " députés - évidemment souhaitable - n'aurait pas bouleversé ce rapport de forces initial. L'opposition, n'en doutons pas, se serait montré à la hauteur. Autrement dit, 110 en auraient eu 250 en face. Par ailleurs, un vote favorable aurait certes eu un puissant retentissement ; mais cette victoire aurait été sans lendemain compte tenu des procédures parlementaires : vote en deuxième lecture, attitude gouvernementale, etc. Ceci dit non pour banaliser ce qui s'est passé mais pour relativiser ce qui est vécu par certaines et certains comme un échec quand il s'agit d'une avancée. Sur le fond, ne sous-estimons pas ce qui s'est produit cette nuit ; à savoir, le premier véritable débat au niveau de la représentation nationale sur notre proposition. La dernière fois que Dominique Strauss-Kahn avait évoqué la taxe Tobin, c'était par l'intermédiaire de son chef de cabinet, à travers une note torchée à la va-comme-je-te-pousse et pour la balayer d'un revers de main comme pure lubie. Nous n'en sommes manifestement plus là : DSK était présent au débat ainsi que Christian Sauter ; comme dans le cas des stock options, les partisans du libéralisme financier ont dû manoeuvrer à la défensive, le RPR défendant pour sa part l'idée d'une nécessaire régulation des marchés.

Enfin, l'amendement Tobin a été battu à la faveur d'un contre amendement - sorte de contre-feu - dont le contenu n'est pas inintéressant puisqu'il enjoint le gouvernement de diligenter une étude de faisabilité sur une mesure de type Tobin face à la spéculation financière et ses retombées. Tout cela est certes insuffisant au regard de nos ambitions et des besoins. Mais on mesure l'évolution des termes du débat ! Gardons-nous de minorer cet acquis, d'autant qu'il est le fruit d'à peine quelques mois d'efforts. Nous avons, pour la première fois, croisé le fer à l'Assemblée Nationale ; même si c'est de façon imprévue, le débat à évolué ; il nous faut poursuivre et revenir à la charge, en sachant bien que ce n'est pas seulement par la seule vertu d'un " bon coup " à l'Assemblée que nous imposerons nos vues.



attac

Quant aux députés. Les absents, dit-on, ont toujours tort. C'est le cas ici. Et je ne doute pas une seule minute qu'ils auront à coeur de justifier leur non-présence auprès de leurs électeurs membres d'Attac. En mesurant bien qu'un député, fut-il membre d'Attac, n'est pas un " député Attac " et qu'il peut - aussi - être surbooké. Je crois surtout - et j'espère - que c'est en enracinant l'activité Attac dans le paysage politique français que nous créerons les conditions d'un autre comportement, plus collectivement engagé, plus collectivement militant.

Enfin, sur le vote lui-même, j'en retire la confirmation qu'Attac est bien une sorte d'objet politique non identifié, dont l'initiative déconcerte les grilles de lecture classiques, jusqu'à cliver les groupes constitués. Comment comprendre sinon l'abstention de certains députés communistes ? Ainsi, loin des étiquetages faciles, il se confirme qu'Attac remplit une fonction qui n'est assumée par aucun autre acteur social. En combinant pragmatisme et audace, elle renouvelle la problématique de lutte face à la mondialisation financière, face aux décideurs politiques. Suffisamment en tout cas pour brouiller certaines pistes, déconcerter certains acteurs. Les députés adhérents du groupe Attac ne sauraient échapper à cette dynamique quelque peu " brownienne ". Et cela entre sans doute en compte dans ce taux d'absentéisme décevant.

Faut-il alors enfourcher les chevaux de guerre et réclamer des têtes ? A cet égard, je plaiderai toujours - sans angélisme mais fermement - pour la pédagogie et l'expérience collective. Le débat critique, la demande d'explication, la confrontation, oui. Le reste, tout ce qui vise - sous une forme ou une autre - à stigmatiser ou exclure les députés absents risquent davantage d'exprimer un " tous pourris " de mauvais aloi qu'une volonté de clarté. Rien de plus facile que de couper des têtes ; rien de plus difficile ensuite que de continuer le débat ou de les recoller. Sachons bien ne pas confondre rigueur morale et rigorisme, droiture et rigidité.

Pierre Tartakowsky
attac@attac.org

Faites de la résistance !

Kulturfabrik Samedi 13 novembre 1999
Esch / Alzette à partir de 12 heures et jusqu'à l'aube... du grand soir

12h Ouverture des rencontres : Faites de la résistance !

14h – 19h Conférences / Konferenzen (traduction simultanée en français / deutsche simultanübersetzung)

14h Médias et néolibéralisme / Medien und Neoliberalismusco-organisée avec l'hebdomadaire d'Letzebuenger Land. L'influence de l'idéologie néolibérale sur les médias. Avec Philippe Descamps, journaliste et professeur associé à l'Université Stendhal de Grenoble, auteur du livre " Le système Carignon " et collaborateur au Monde diplomatique.

15h30 L'alimentation manipulée / Manipulatierte Lebensmittel co-organisée avec Greenpeace Luxembourg. Avec Arnaud Apoteker docteur en biologie physico-chimique appliquée, responsable du programme biodiversité à Greenpeace France, auteur du livre " Du poisson dans les fraises " et Martina Holbach ingénieur chimiste, responsable de la campagne OGM* Luxembourg à Greenpeace Luxembourg.

17h Cycle du millénaire : clone de l'A.M.I * ! / Millenium Round : Geklonter M.A.I. co-organisée avec l'hebdomadaireGréngeSpoun Après l'échec de l'OCDE*, l'OMC* réussira-t-elle à démanteler la souveraineté des états malgré l'inquiétude de la société civile (déjà plus de 1000 ONG* à travers le monde s'opposent à ce cycle de négociations qui renforce le modèle néolibéral de la société...). Avec Rainer Falk, coordinateur pour le développement et l'environnement à l'Institut Weed et depuis 25 ans " tête pensante " des ONG* dedéveloppement en Allemagne et Alexandra Wandel, Friends of the Earth, coordinatrice de l'appel des ONG* contre le " cycle du millénaire ".

12h30-21h Films documentaires / Dokumentarfilme

12h30 et 19h15 La voix des sans-voix Projections co-organisées avec le quotidien Zeitung. L'engagement des paysans zapatistes au Chiapas (Mexique). Un film de Baptiste Dentinger, Grégory Gallmann et Virginie Schauinger.

À 19h15 en présence de Baptiste Dentinger. Balthazar films. 1998. 52 min.

13h45 et 17h30 Jamaïque / FMI*: Mourir à crédit / Jamaika / IWF : Sterben auf Raten Bel exemple de la mainmise du FMI* sur un État " souverain ". Un film de William Karel dans lequel intervient Susan George. La Sept / Arte-INA. 1994. 80 min.

15h30 Le cartable de Big Brother Comment l'éducation devient une marchandise dans les mains de l'E.R.T* avec la complicité de la Commission européenne. Un film de Francis Gillery dans lequel intervient Gérard de Sélys. France 3-Les films à Lou. 1999. 52 min.

16h45 OGM*, la bataille du Brésil La résistance des Sans-terres* aux multinationales de



attac

l'agroalimentaire. Un film de Christian Siquier.
La Sept / Arte.1999. 30 min.
Garderie pour les enfants (13h à 20h)

21h Concert raï avec Cheb Aïssa ...La nouvelle voix du raï... " Raï moderniste qui garde la fulgurance du chant provocateur et proverbial des interprètes d'avant, tels Cheikha Djénia – Billie Holiday des steppes algériennes, méconnue ici, et Boutaïba Saïdi. ...Aïssa tient ses formules tranchantes et à double sens de sa grand-mère qui fut longtemps une meddaha, musicienne d'orchestre féminin durant les fêtes de mariage et autre circoncision. Aïssa est aujourd'hui installé à Marseille et fait partie de ces chebs que le voyage en France a laissé sur les quais du Vieux-Port et qui font les beaux soirs des quatre ou cinq clubs de raï entre Canebière et Porte d'Aix. " (Libération)
Après le concert Fiesta " Fête de la résistance " Salsa, reggae ...un voyage à travers les musiques d'Amérique Latine, des Caraïbes, d'Afrique...jusqu'à 3h

À partir de 12h

Stands de rencontres et d'information :
AC! - Agir ensemble Contre le Chômage ! / Amis du Monde Diplomatique / ASTM (Action Solidarité Tiers-Monde) / ATTAC.(Association pour une Taxation des Transactions financières pour une Aide aux Citoyens) / CID-Femmes (Centre d'Information et de Documentation des Femmes " Thers Bode ") / CLAE (Comité de Liaison et d'Action des Étrangers) / Comité Chiapas-Luxembourg / Confédération paysanne (Fr) / CPMT (Centre Pastoral en Monde du Travail) / Ecotopia / ensemble / Forum / Frères des hommes / La Gauche - dei Lénk / Greenpeace Luxembourg / dei Gréng / GréngeSpoun / die Grünen (Saarland) / Guernica / Horizon / Interactions / Jonk Lénk / J.S.L. (Jeunes Socialistes Luxembourg) / Life - ecoCreActive Plattform / Ligue des Droits de l'Homme de Lorraine / Mouvement Écologique / M.R.A.P.-Lorraine (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) Paroles / SEL-Kordall (Système d'Échanges Locaux) / Transfair - Minka / Verein fir Biodynamesch Landwirtschaft / Les Verts (Lorraine) / Zeitung / Librairie Ernster avec un choix de livres sur les différents sujets abordés.

Pour plus d'informations : moselle@attac.org

Une petite toile ?

Après la manifestation du 27 novembre, pourquoi ne pas aller au cinéma ? Surtout que...

Le comité local ATTAC 93 ouest réunissant 10 villes de l'Est de la Seine Saint-Denis organise le samedi 27 novembre et dimanche 28 novembre un week-end cinéma autour du thème Utopies et réalités sociales.

En collaboration avec le cinéma Le Studio d'Aubervilliers, nous allons proposer quatre films en présence des réalisateurs. Pour nous, c'est l'occasion de nous faire connaître dans notre coin, de sensibiliser d'une autre manière, de susciter le débat autour d'oeuvres de cinéma qui offrent un point de vue sur le réel.

Au programme :

Samedi 27 novembre :

- 16h45 Mobutu roi du Zaïre de Thierry Mi chel documtnaire qui retrace la vie ô comboen scandaleuse d'un très cher ami de la France
- 20h30 Ressources humaines de Laurent Cantet, fiction, premier film. Frank, 22 ans, étudiant à Paris dans une grande école de commerce revient chez ses parents le temps d'un stage qu'il doit faire dans l'usine où son père est ouvrier depuis 30 ans. A l'usine, Frank est affecté au service des ressources humaines. Il met beaucoup d'enthousiasme à la tâche jusqu'au jour où il découvre que son travail sert de paravent à un plan de restructuration prévoyant le licenciement de 12 personnes dont son père... (en avant-première)

Dimanche 28 novembre :

- 14h30 Metal y melancolia de Heddy Honighan, documentaire sur la ville de Lima au Pérou à travers le métier de chauffeur de taxi. La réalisatrice dépasse l'anecdote du sujet pour nous donner à voir la dérégulation sociale qui règne dans la capitale.
- 17h Charbons ardents de Jean Michel Carré, documentariste connu pour son engagement politique mais aussi pour son respect d'une démarche esthétique nourrie d'une réflexion citoyenne. Son film relate l'histoire extraordinaire des mineurs de la mine de Tower de Aberdare au pays de Galles. Mineurs qui ont défié la logique du mondialisme économique en rachetant avec leurs propres indemnités de licenciements la mine de charbon. (en avant-première)

Tarif de 20 fr. par film

Réservation au 01 48 33 52 52

Le studio théâtre de la commune

2 rue Edouard Poisson

93 300 Aubervilliers

Plus d'informations : 93ouest@attac.org



attac

Mexique ? Plus d'abonné au n° demandé...

Teléfonos de México (TELMEX) est l'ancien service public du téléphone, privatisé sur injonction du F.M.I. par le Président Salinas. Depuis sa privatisation, TELMEX est devenue une rente pour ses actionnaires, mais ne joue plus son rôle de service public tout en demeurant en situation de monopole : le téléphone a été coupé à 950.000 familles. Les recours légaux n'ont pu aboutir. Les manifestations populaires n'y ont rien fait. Aussi, l'Alliance contre TELMEX, une vaste coalition d'organisations, présente dans 15 des 31 États du Mexique, vient de déposer une plainte devant la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme contre le gouvernement mexicain pour non-respect des droits économiques et sociaux des familles mexicaines (droit au bénéfice des services publics de base et à l'accès au progrès scientifique et technologique). L'Alliance nous demande de faire connaître cette situation et d'appuyer sa démarche.

Graciela Ramos est conseillère municipale de la ville de Chihuahua. Elle est aussi l'une des principales responsables de l'association Mujeres por México. Depuis plusieurs années, la principale activité de cette organisation est de mobiliser les femmes contre les fraudes orchestrées par la compagnie de téléphone TELMEX. C'est Mujeres por México qui est à l'origine de l'immense mouvement de protestation qui touche maintenant tout le pays.

TELEPHONE COUPE POUR 950.000 ABONNES

En 1990, lors de la privatisation de TELMEX, le Ministère des Télécommunications et des Transports choisit M. Carlos Slim Helu, ami personnel de celui qui est alors Président du Mexique, Carlos Salinas de Gortari, comme principal actionnaire de l'entreprise. Plusieurs actionnaires étrangers participent au capital de la société (dont France Télécom à hauteur de 6,1 %).

Pendant les quatre premières années de monopole privatisé, TELMEX réalise des bénéfices de plus de 31 milliards de pesos et de 4 milliards de pesos(1) pour les seuls six premiers mois de l'année 1995. La société est la première capitalisation boursière du Mexique et elle est cotée à New York. Pendant le même temps, 950.000 familles et entreprises mexicaines se voient privées de ligne et de droit à la communication téléphonique.

TELMEX a été exonéré d'impôts pendant les premières années de sa privatisation et ne paye

pas l'affranchissement pour l'envoi des factures qui est à la charge du contribuable.

Un système de facturation abusive, le service " sur mesure ", a été mis en place en contradiction avec les conditions de privatisation : pour les particuliers, la location mensuelle inclut un forfait minimum de 100 appels ; si l'utilisateur dépasse cette quantité, chaque appel, qu'il aboutisse ou non est facturé (correspondant présent, absent ou occupé). Un appel réalisé par un usager peut alors être facturé 10 ou 15 fois son prix. Cette pratique du " sur mesure " se fait en violation du code civil et du code du commerce de l'État de Chihuahua et de la République Mexicaine.

Les entreprises n'ont pas accès à un forfait minimum. Chaque appel est facturé, avec les risques cités plus hauts.

Les coûts d'installation sont d'environ 1.800 pesos. La ligne est coupée après trois mois d'impayés et le coût de réinstallation est de 1.700 pesos.

Les cabines téléphoniques publiques ont pour objet de répondre aux besoins de communication des populations les plus pauvres qui ne peuvent se permettre d'avoir un téléphone personnel. Les appareils à pièces ont été remplacés par des appareils à carte. Le coût minimum d'une carte est égal au salaire quotidien, soit 30 à 50 pesos (20 à 30 FRF). Les pauvres payent d'avance à TELMEX un service non utilisé. Pour certaines familles, acheter une carte téléphonique, c'est rester une journée sans manger.

En 1999 le coût des cartes téléphoniques a augmenté de 100 %, alors que l'inflation était de 10 %.

LES RECOURS JURIDIQUES

En 1995, dans la ville de Chihuahua, l'Alliance a déposé les plaintes individuelles de 736 personnes contre TELMEX auprès du Procureur Fédéral du Consommateur. Celui-ci a assigné une amende à TELMEX pour violation de la réglementation en vigueur pour ne pas avoir détaillé ce qui était facturé aux clients. L'amende n'a jamais été payée. Par contre, le Procureur s'est déclaré incompétent pour toutes les autres motifs (indemnisation des victimes, remboursement des trop-perçus, ...) malgré le non-respect du contrat de concession.

L'Alliance contre TELMEX s'est donc adressée au Ministère des Communications et des Transports qui a considéré cette requête comme infondée.



attac

Le Ministère du Commerce et du Développement Industriel, la Chambre des Députés, la Présidence de la République ont également été sollicités. Le Congrès de l'État de Chihuahua a envoyé plusieurs propositions de loi au Congrès Fédéral afin que la facturation du service " sur mesure " soit déclarée illégale. Plus de 200 procédures judiciaires sont en cours devant les tribunaux civils de l'État de Chihuahua. Toutes ces démarches se prolongent artificiellement. Les dossiers se perdent, les preuves disparaissent, les audiences sont reportées.

LA RESISTANCE ACTIVE

L'Alliance contre TELMEX a également cherché à organiser la résistance face aux abus de TELMEX. Dans certains États comme Chihuahua ou Durango, les paiements des factures de 14000 personnes ont été consignés, devant les tribunaux civils, sur des comptes bloqués.

Plusieurs manifestations de résistance civile ont été organisées quand TELMEX a coupé le téléphone à ceux qui payaient leurs factures sur compte bloqué au tribunal. Manifestations, occupations, blocus d'installations se sont succédés. 16 bureaux de TELMEX ont été bloqués dans 5 villes de l'État de Chihuahua pendant 30 jours au cours de l'hiver 1998-1999. La répression de ces manifestations de femmes a causé un tel émoi dans l'opinion publique que le délégué du Ministère de la Justice de Chihuahua a été contraint à la démission.

TELMEX, de son côté n'a pas changé de position. Pour l'Alliance contre TELMEX, il est clair que les

politiques imposées par le Fonds Monétaire International ne tiennent aucun compte des déficiences propres à des pays comme le Mexique où l'environnement juridique permet à un opérateur privé, en situation de monopole, d'échapper à ses obligations légales.

C'est pourquoi un recours a été déposé devant Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme contre le gouvernement mexicain pour non-respect des droits économiques et sociaux des familles mexicaines.

Pour renforcer cette démarche, l'Alliance en appelle également à la solidarité internationale.

Cet appel de Réseau-Solidarité est mené en partenariat avec la Plate-forme Franco-Mexicaine de lutte contre les exclusions et de renforcement de la société civile. Cette plate-forme rassemble une quarantaine d'associations françaises et mexicaines ; aussi bien des ONG ou organisations d'appui que des associations de développement local ou de base. Son objectif est de proposer des stratégies alternatives à la mondialisation économique, en favorisant les échanges réciproques entre associations françaises et mexicaines luttant contre les exclusions.

Plate-forme Franco-Mexicaine

C/o CIVILITÉS

34-36, rue Bréguet 75011 PARIS

tel 0148052929 fax 0148057375

e-mail : Civilites@infonie.fr

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Vendredi : BOURGES – TARBES
- Samedi : Paris
- Lundi : ST ETIENNE – RUFFEC – ST DIE – METZ – BRIOUDE
- Mardi : PARIS 15 – NOISIEL - COMPIEGNE